

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 20 AVRIL 2022

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

La réalité change brutalement, les choix politiques doivent changer aussi.

La grande masse de la population suisse qui travaille pour des revenus moyens va subir ces prochains mois quelques chocs, dont certains ont déjà commencé. Nous estimons qu'en moyenne un ménage avec enfants subira une hausse de ses charges de plus de 3000 par an en raison du retour de l'inflation et de la hausse des primes. Mais les moyennes ne disent pas tout.

Pour un ménage qui doit régulièrement utiliser une voiture pour le travail ou qui se chauffe au gaz ou au mazout, pour un ménage qui vit dans un canton avec des primes d'assurance maladie élevées et qui doit avoir une franchise basse, pour un ménage qui vit dans un canton qui n'adaptera pas le barème des subsides à la hausse brutale des primes attendue cet automne, pour un ménage qui doit trouver un nouveau logement parce que la famille s'est agrandie ou parce que le bail a été résilié, pour un ménage qui vit déjà à la limite et qui subira une charge imprévue de dentiste, de santé, de véhicule à réparer ou à remplacer, pour celles et ceux qui arriveront à la retraite ou y sont déjà et subissent la baisse de niveau de vie qui accompagne ce passage, pour ces millions de personnes, le choc ne se dissoudra pas dans la moyenne et dans une statistique. Il détruira les marges qui permettent un peu de loisirs ou d'épargne et qui donnent du sens à une année de travail. Pour de nombreux autres, il fera basculer d'un relatif équilibre au déclin ou à l'endettement.

Dans ces proportions, cette situation est inédite depuis plusieurs décennies. Elle suit une période qui a déjà été très dure pour des centaines de milliers de personnes salariées ou indépendantes qui ont subi les dommages de la crise Covid.

Voilà ce qui est devant nous.

Et quelles sont les propositions politiques ?

Cet automne, le peuple est appelé à voter 800 millions de coupes dans l'AVS contre les femmes, de même qu'une hausse de 0,4% de TVA. Le système d'assurance maladie ajoutera à la même époque, sans réaction des forces politiques majoritaires, un prélèvement supplémentaire de près de 3 milliards de francs. Le Conseil des Etats discutera d'une révision de la LPP qui prévoira une baisse des rentes non compensée et une hausse des cotisations de 1,5 milliards environ pour les salariés et d'autant pour les employeurs.

D'un autre côté, on votera pour savoir si les détenteurs d'obligation se verront offrir un cadeau fiscal de 500 millions au moins avec la suppression de l'impôt anticipé. Le Conseil national demande que la toute petite minorité qui arrive à se payer la cotisation maximale au 3^{ème} pilier reçoive des allègements fiscaux supplémentaires représentant des centaines de millions. Et les 3,5

milliards de bénéfices cumulés par les cantons en 2021 seront redistribués le plus souvent par des baisses linéaires d'impôt qui profitent essentiellement au quart le plus aisé de la population.

Prenez une page planche à l'horizontale, tirez une ligne tout à droite de la page et situez à gauche de la ligne les trois quarts de la population qui travaille et gagne sa vie normalement et à droite de la ligne le quart qui gagne le plus. Ensuite faites la distribution des choix politiques exposés ci-dessus. Et vous verrez le problème.

Le pays n'est pas en train de régler un problème de financement des retraites, de financement du système de santé ou une transition énergétique, il est en train de déverser des milliards en provenance de la majorité de sa population qui vit et gagne sa vie normalement vers la minorité aisée qui n'en n'a pas besoin.

Au cours des mois à venir, cette politique qui devient presque obscène sera l'objet de nombreux débats, grâce à la démocratie directe. Mais devant l'accélération de l'histoire et le basculement que nous vivons vers l'inconnu et le risque, il serait nécessaire que le Conseil fédéral prenne maintenant déjà une initiative politique.

Nous demandons qu'il réunisse rapidement les principales forces politiques et les partenaires sociaux afin de définir rapidement ce qui peut être fait cet automne pour éviter ce choc attendu sur le niveau de vie de la population. Si des mesures énergiques sur les coûts de la santé, sur l'usage des réserves et sur la réduction des primes sont prises, on peut éviter la hausse de l'impôt par tête de près de 3 milliards qui s'annonce. Nous avons vu qu'il était possible, face à une crise, pour le Conseil fédéral comme pour le Parlement d'agir vite. Il faut le faire à nouveau et proposer des bases légales rapidement, pour pouvoir avoir un impact dès 2023.

D'autre part, des hausses de salaires s'imposent, pour compenser l'inflation mais aussi pour refléter l'extraordinaire productivité des travailleuses et travailleurs suisses. La conjoncture s'y prête dans de très nombreuses branches. Après deux ans où une incertitude permanente a plané sur les revenus de millions de personnes en Suisse, il est temps de redonner de la confiance et de mieux partager, enfin, les bénéfices record engrangés par les entreprises ainsi que les marges de manœuvre financières de l'Etat.

Pierre-Yves Maillard

Président de l'USS